



Monsieur Luc CHATEL
Ministre de l'Education nationale
110 rue de Grenelle
75007 PARIS

N/R : CC/NA 14 11/12

Paris, le 18 octobre 2011

Objet : demande d'ouverture de négociations sur les mesures catégorielles annoncées dans le PLF 2012

Monsieur le Ministre,

La lecture attentive des Projets annuels de performance du PLF 2012 fait apparaître l'inscription de 53,26 millions d'euros sur le programme 140 (enseignement public du premier degré), 71,03 millions d'euros sur le programme 141 (enseignement public du second degré) et 10 millions d'euros sur le programme 230 (vie de l'élève) pour des mesures catégorielles nouvelles. Il y est précisé qu'elles ne sont pas encore connues.

Le PLF 2012 est construit sur une valeur du point d'indice inchangée qui consacre le gel de nos traitements que nous dénonçons. Dans ce contexte, les mesures catégorielles revêtent une importance particulière pour les personnels que nous représentons.

Au regard des sommes programmées, le SE-Unsa vous demande l'ouverture rapide de négociations pour une application, dès la promulgation de la loi de finances, des mesures retenues.

Nous tenons tout particulièrement à rappeler la situation d'injustice qui affecte deux catégories de personnels : les Professeurs des Écoles et les Conseillers Principaux d'Éducation. Avec 2%, les Professeurs des Écoles ont le plus faible ratio d'avancement de grade de toute la Fonction publique. De même, les Conseillers Principaux d'Éducation ont un ratio inférieur de deux points par rapport aux autres enseignants du second degré. Il faut avancer sur ces deux sujets.

Nous demandons également la revalorisation de la part fixe de l'ISOE et son extension à l'ensemble des collègues qui n'en bénéficient pas aujourd'hui (enseignants des écoles, documentalistes et CPE).

Enfin, il nous apparaît nécessaire d'ouvrir la discussion sur une extension des mesures de revalorisation de l'ensemble des personnels au-delà du 5ème échelon.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma considération respectueuse.

Christian CHEVALIER
Secrétaire général